

# ASSOCIATION MARCEL HICTER POUR LA DEMOCRATIE CULTURELLE - FMH

Le printemps arabe et le travail des groupes étudiant les politiques culturelles des pays du Maghreb et du Moyen-Orient.

2/3 Analyse des différents pays impliqués dans l'étude

Par Milena Dragicevic Sestic, collaboratrice de l'Association Marcel Hicter

9 mars 2016

# Le printemps arabe et le travail des groupes étudiant les politiques culturelles des pays du Maghreb et du Moyen-Orient.

## 2/3 Analyse des différents pays impliqués dans l'étude

Par Milena Dragicevic Sestic, collaboratrice de l'Association Marcel Hicter<sup>1</sup>

Dans cette partie, chaque étude de cas sera synthétisée – par pays (triés par ordre alphabétique), en insistant sur ceux pour lesquels les groupes NPC ont obtenu les meilleurs résultats. Pour comprendre le contexte dans lequel ces groupes sont créés et se développent, il est nécessaire de comparer leurs différences et similitudes par rapport aux résultats obtenus, ainsi qu'en matière d'environnements politiques complexes, de révolutions, de conflits armés, etc.

### Le cas de l'Algérie

Le groupe est reconnu et apprécié dans le monde arabe, mais aussi au sein de sa communauté culturelle. Ses membres sont engagés, instruits et témoignent d'une vraie ambition de rehausser les standards de la politique culturelle, avant tout en sensibilisant la société civile à ses concepts et ses instruments. Prenant en compte que l'Algérie est un État menant une politique culturelle centralisée et non-démocratique, ce groupe s'est positionné en opposition au gouvernement actuel et son ministère de la Culture. Leur critique est bien fondée et vise aussi bien ce que le ministère de la Culture réalise, tels que les grands projets d'investissement (ANGRGPC 2012; Toumi 2012), sept grands festivals qui pèsent lourdement sur les finances, etc., que ce qu'il ne fait pas, comme la restructuration et la

nouvelle gouvernance des Maisons de la Culture des vilayets, par exemple. Leur intention est de continuer à développer leur travail en participant à l'initiative de cartographie (amorcée par Racines et le réseau *Arterial* au Maroc) afin de créer une sorte d'*atlas culturel* qui servirait de base pour les débats de la société civile.

*Problèmes légaux concernant les associations de la société civile* : il existe de nombreux collectifs et associations artistiques qui ne disposent pas d'un statut légal, comme Jahedia, association fondée par un romancier de renom. Cette association désire entamer son travail et collaborer avec quelqu'un disposant d'un statut légal et d'un espace où ils pourraient se rencontrer. Malheureusement, ils ne peuvent pas compter sur un partenariat avec les universités en ce qui concerne leurs initiatives et recherches à venir. Les opérateurs culturels et les activistes sont originaires des quatre coins du pays.

*Relations entre les opérateurs culturels des trois États maghrébins* : le groupe NPC considère le manque de relations culturelles étroites entre les opérateurs culturels des trois États maghrébins comme le défi principal à relever. L'isolation des opérateurs culturels algériens due à la situation politique des années 90, pendant lesquelles la majorité des liens ont été rompus, a encore des répercussions aujourd'hui. Les opérateurs culturels se sentent isolés des initiatives culturelles régionales étant donné qu'ils ne font pas partie du programme *Abarra* et que leurs opérateurs culturels reçoivent rarement des subventions d'*Al Mawred*.

Les autres opportunités d'éducation professionnelle continue en Algérie, comme le Diplôme Européen en Administration de Projets Culturels et les programmes de formation *Connections*, ne sont pas bien connus et ceux qui en bénéficient sont principalement issus de la société civile, sans être intégrés au processus de développement culturel. (Les participants au Diplôme Européen, ou au diplôme de la région MENA<sup>2</sup>, travaillent désormais comme « opérateur freelance » en Algérie, malgré une grande capacité de contribution aux initiatives de développement de la politique culturelle).

## Le cas de l'Égypte

Le groupe égyptien fut le premier groupe NPC de la région, créé immédiatement après la publication du premier rapport sur la politique culturelle en Égypte (Menha El Batraoui & Nermeen Khafagui dans : Al Mawred, 2010). Il se composait d'opérateurs indépendants, de représentants gouvernementaux et d'universitaires. Le groupe a commencé son travail en entamant un débat général sur la question des politiques culturelles. Cependant, un conflit interne entre les membres indépendants et gouvernementaux du groupe n'a pas permis de produire les résultats escomptés. Lorsque la révolution a éclaté, les représentants gouvernementaux furent immédiatement exclus du groupe, étant donné qu'un « vent révolutionnaire soufflait à ce moment » (Ayman). La nouvelle structure du groupe rassemblait 25 membres : artistes, opérateurs indépendants et universitaires. Ce groupe a travaillé de manière intensive entre janvier 2011 et juin 2012, moment où les Frères musulmans ont pris le contrôle du pays. Ensuite, les conflits et mésententes au sein du groupe ont refait surface. Le groupe n'a donc pas produit de proposition écrite quant à la politique culturelle en Égypte (ENCPG, 2012). Il s'agissait plus d'une introduction générale à l'étude des politiques culturelles et ce document fut soumis à la commission parlementaire. L'étude de la politique culturelle selon la conception du réseau *Arterial* ne concerne que quatre chapitres sur onze.

Le printemps arabe a donné une impulsion au travail du groupe, mais en même temps a contribué à la création d'autres groupements comme la Coalition de la Culture indépendante qui se compose de 60 organisations et de 100 personnes (de nombreux membres du groupe NPC étaient également membres de cette coalition). Sa principale initiative culturelle s'appelait *Arts Square* et organisait des performances artistiques sur l'espace public. Mais un coup d'État militaire en 2013 a brusquement mis fin à toutes activités. Depuis le 30 juin 2013, tout est susceptible de constituer un risque pour la sécurité nationale.

Certaines organisations ne sont donc pas autorisées à exercer en Égypte sous prétexte qu'elles constituent

une menace pour la sécurité nationale. Les institutions publiques n'osent pas ouvrir leurs espaces aux projets indépendants, par peur de répression. L'autocensure dans le secteur public et les médias est en recrudescence. De nombreux opérateurs culturels envisagent de quitter le pays. Ces changements ont entraîné une perte de presque tous les acquis obtenus suite à la révolution de 2011, marginalisant le rôle du Conseil national de la culture, des commissions créées au sein du ministère et même des projets des employés de la fonction publique, visant à offrir plus de possibilités aux artistes travaillant en province. Les lois actuelles empêchent la société civile d'agir, étant donné que l'espace public n'est plus disponible, que les monnaies étrangères sont bannies et que les personnes résidant à l'étranger font l'objet de toutes les suspicions. Bien que la loi indique que les commissions sont censées fournir des recommandations concernant les stratégies du Conseil suprême de la Culture, elle n'est pas appliquée. Avant la révolution déjà, la situation au sein du ministère était similaire, étant donné que sa structure s'avérait opaque et constituait une entrave pour les opérateurs culturels.

*Acquis*; les groupes NPC ont également organisé plusieurs conférences qui ont permis d'émettre de nombreuses recommandations à l'égard de la coordination intersectorielle (avec le ministère de l'Éducation, de la Religion, etc.). La mise en œuvre de ces recommandations relève désormais du ministère de la Culture, mais ne semble pas constituer une priorité. Malgré tous ces obstacles et interruptions, les acquis des groupes NPC égyptiens sont visibles, ont été obtenus dans une situation complexe et participent à la réforme dans les domaines des politiques artistiques et culturelles. Le projet *La politique culturelle pour tous les Égyptiens* est cité comme le projet le plus fructueux du groupe NPC. Ils envisagent même un futur possible pour ce projet, le développer de concert avec le ministère de l'Éducation et l'intégrer aux manuels scolaires. Le fait qu'on puisse entendre aujourd'hui encore les slogans de cette initiative, non seulement en Égypte, mais aussi dans toute la région, témoigne de l'efficacité du projet. Le groupe a produit plusieurs propositions de reformulation des lois en lien avec la liberté d'expression. Le groupe a examiné et débattu de

toutes les lois pertinentes en vigueur et proposait, après concertation avec les experts légaux et les artistes, des modifications adéquates. Ces propositions sont prêtes à être publiées sous la forme d'un livre. Un des accomplissements majeurs du groupe est le document concernant une nouvelle politique culturelle, qui fut envoyé au Comité pour la Culture du parlement et approuvé le jour de la dissolution du parlement. (Le rapport sur la politique culturelle a été rédigé selon le questionnaire du réseau *Arterial*).

### **Le cas de l'Irak**

L'opinion générale du groupe est que ce travail constituera une étape vers l'introduction de la gestion culturelle dans le pays et posera les bases d'un système culturel institutionnel en Irak (« qui dispose de beaucoup d'artistes mais de peu de gestionnaires et d'administrateurs »). Ils prévoient donc comme activités majeures des campagnes afin d'influencer l'opinion publique en ce qui concerne les nombreuses questions touchant à la politique culturelle, comme le copyright, l'accès aux publications irakiennes, le cadre juridique de la culture irakienne, etc. Les objectifs de leur travail comprennent l'introduction du concept de « politiques culturelles dans le monde arabe » au sein des milieux culturel et social irakiens, mais aussi assurer que cette voix puisse être entendue par les dirigeants et les corps législatifs du pays. Les autres objectifs consistaient en une modification du cadre légal du travail dans le domaine culturel et l'organisation d'une enquête à propos de la notion de politique culturelle en Irak.

*Besoins* : La division du territoire irakien et la guerre en cours engendrent différentes possibilités de développement politique. Il existe une nécessité impérieuse d'établir le dialogue entre les communautés arabes et kurdes concernant les perspectives de développement culturel dans un pays décentralisé pour la première fois de son histoire. Il me semble qu'il faille intégrer une présence significative de Kurdes et d'autres minorités au sein du groupe et discuter des questions relatives aux cultures des minorités, ce

même « au-delà des frontières ». Le groupe semble vouloir promouvoir une culture irakienne unifiée comme elle a pu l'être par le passé. Comme *Al-Daradji* l'a souligné : « La culture peut résoudre le conflit en Irak (...) Produire plus de théâtres et moins de terroristes ». Par la suite, la situation s'est fortement dégradée, les islamistes visant délibérément les scientifiques de haut niveau. Beaucoup désirent donc quitter le pays et l'Occident accueille sans trop de difficultés ces experts. Il semble que, dans leur majorité, les chercheurs et artistes des pays arabes ne soient pas considérés comme un « trésor national ».

### **Le cas de la Jordanie**

Le groupe en est encore à ses débuts étant donné qu'il manque à la fois les informations et les connaissances. Le groupe est conscient que ses résultats sont très modestes, mais le fait qu'il ait réussi à rassembler des individus (pour la plupart conservateurs ou artistes) désirent participer et partager leurs modestes connaissances constitue déjà en soi un succès. Il n'existe aucune ONG ou institution culturelle susceptible de les accueillir et de conserver les livres et autres matériels nécessaires qu'ils rapportent des différentes formations.

### **Le cas du Liban**

En ce moment, le noyau du groupe, composé de personnes engagées hautement compétentes, propose un concept de travail et un plan d'action comprenant l'organisation d'une série de séminaires comme structure préparatoire à de grandes conférences. Les questions principales abordées lors de ces séminaires concernent les financement (plus particulièrement, les mécanismes de financement gouvernemental), l'organisation de festivals (avec une attention particulière en ce qui concerne le rôle des municipalités), l'éducation et la formation artistique (une approche intersectorielle complétée par des recherches en termes d'éducation culturelle) ; et ensuite des séminaires aborderont la question du pouvoir judiciaire et présenteront des études de cas des tribunaux libanais sur la question de la

censure des médias.

Le noyau du groupe envisage les possibilités d'un rattachement à une organisation prête à offrir ses services. L'« offre » est ouverte à la fois aux organisations indépendantes, mais aussi aux instituts de recherche et aux départements universitaires. Cette organisation ne serait pas considérée comme responsable ou propriétaire du projet, mais comme coordinatrice de celui-ci. La prochaine étape concernerait la constitution d'un réseau local/national d'agents de la politique culturelle, tels que les initiatives citoyennes comme Beit Beirut [House of Beirut], *The Civil Campaign to Protect the Dalieh of Raouche and Campaign for Beirut theatre*, les chercheurs, les départements universitaires, les ONG engagées, tous ceux et celles à l'origine de résultats explicites ou implicites dans le domaine. Ensuite, à travers leurs activités, le réseau devrait s'enrichir d'experts issus de domaines connexes, tels que le droit, les finances, l'urbanisme, le tourisme, l'éducation, etc. afin de créer une plateforme de travail interdisciplinaire. Ce travail exigera un grand niveau d'implication, mais aussi une approche éthique et inclusive, permettant aux experts des trois secteurs de participer de manière égale, évitant le « sectarisme de la société civile » et l'autoritarisme des experts (tâche : articuler et maintenir les standards éthiques).

### **Le cas de la Mauritanie**

Le groupe NPC mauritanien s'est montré extrêmement actif : composé de 5 membres à ses débuts, il s'est rapidement élargi jusqu'à en compter 35. La période la plus active était en 2014, lorsqu'il a officiellement été enregistré en tant que groupe, bien qu'il ait été créé en 2013. Leur rôle principal est d'assurer un monitoring des développements concernant les politiques culturelles, de mettre à jour la base de données des acteurs culturels (organisations culturelles) et de compiler les textes pertinents. Les activités principales comprenaient la *formation*, la *recherche* et des *conférences*. L'aspect formateur était assuré à travers deux ateliers : atelier de soutien à la municipalité de Nouakchott (avec des représentants des neuf provinces et le noyau du

GNPC). Cette formation a été financée par le ministère de la Culture et le comité national de l'UNESCO. Le groupe est très satisfait de ses relations avec le ministère de la Culture (leurs principaux contacts comptaient des haut-fonctionnaires du ministère de la Culture, des directeurs de programmes, directeurs de diffusion, etc.) et d'autres ministères, où leurs travaux sont toujours très bien reçus. Cependant, jusqu'à présent, aucune initiative ou décision politique majeure n'a émané de cette collaboration. Un élément prometteur lors de la création du groupe NPC était le fait que la nouvelle ministre de la Culture et de l'Artisanat, Fatma Vall Mint Soueinae, provenait de la sphère culturelle et était familière avec toute la complexité de la culture mauritanienne. Elle a donc tenté de créer un programme de développement culturel sur cinq ans. Pour y arriver, elle a initié le dialogue entre le public et la société civile. Cependant, en janvier 2015, elle fut nommée ministre des Affaires étrangères et de la Coopération. Une nouvelle ministre de la Culture et de l'Artisanat, Mme Hindou Mint Ainina, a donc pris sa place. Sa vision est également orientée vers le développement, mais avec un accent sur la « cohésion nationale », exprimant la nécessité d'une « référence morale commune qui revaloriserait les identités plurielles des Mauritaniens ».

Le GNPC mauritanien a fait preuve d'une grande compétence non seulement par l'initiation réussie d'un dialogue public avec les autorités, mais également en analysant et exploitant le travail de groupes d'autres pays (même le travail et les résultats de leurs collègues sénégalais, indépendants de *Al Mawred*). Cet intérêt constitue une preuve de leur engagement et de leur volonté de développer davantage d'initiatives NPC.

### **Le cas du Maroc**

Les membres du groupe NPC se considèrent avant tout comme un *comité de réflexion et de discussion à propos des questions de politique culturelle au Maroc*. La majeure partie de leur travail consistait en une analyse du système législatif et la collecte d'études de cas (réalisées par des étudiants du programme de maîtrise en médiation culturelle). Le groupe NPC

considère de plus la possibilité d'un rattachement à 4 ou 5 universités disposant d'un département relatif aux arts (théâtre, arts visuels, études culturelles) afin de créer des liens et entamer une collaboration avec pour objectif la création d'un centre d'excellence, peut-être d'une chaire UNESCO en politique et gestion culturelles<sup>3</sup>. Ils ont organisé une conférence nationale sur la question de la régionalisation, étant donné que le Maroc est partagé en 12 régions. L'objectif de cette conférence était de sensibiliser les parlementaires aux questions de politiques culturelles et d'insister sur le fait que la culture est une affaire de politique publique. Le groupe NPC pense que la territorialisation de ses politiques publiques au Maroc est un point crucial dans la démocratisation de la société (déconcentration et régionalisation du pouvoir).

*Deux groupes, deux perspectives différentes*; Il existe aujourd'hui deux groupes actifs dans le domaine : le groupe NPC financé par *Al Mawred* et une autre groupe d'analyse et de réflexion sur la politique culturelle, initié par l'ONG *Racines*, actuellement à la tête du réseau *Arterial* (réseau consacré à l'entraide et la coopération entre les artistes et opérateurs culturels d'Afrique sur la question des politiques culturelles ; fondé en 2007, il compte aujourd'hui 28 pays membres africains). Il existe d'énormes différences entre les deux groupes. Le premier, le groupe NPC, est rattaché au syndicat des artistes et à la Maison de la Poésie, des associations historiquement liées aux mouvements culturels marocains. Ces deux associations jouent un rôle important au niveau de la mémoire culturelle et sont respectées au sein de la société, particulièrement dans les cercles intellectuels. Leur travail se base sur une passion pour les arts, selon un principe de volontarisme. De son côté, le groupe lié à *Racines* se base sur un rassemblement de jeunes militants urbains adoptant une vision cosmopolite (francophone), travaillant à temps plein et demandant une rémunération professionnelle. Ils disposent de perspectives internationales plus larges, ils sont mieux informés en ce qui concerne les fonds étrangers et les donations possibles. Ils ont donc créé un projet de cartographie culturelle qui rassemble 25 personnes dans l'étude de 18 domaines interdisciplinaires et 6 thèmes

transdisciplinaires. Au-delà de la recherche, *Racines* organise chaque mercredi des rencontres avec des professionnels pour aborder différents thèmes et identifier des recommandations à destinations des décideurs. Conséquence de ces rencontres, une journée de réflexion "États généraux de la culture" fut organisée le 12 novembre 2014. Pour compléter ces débats, trois tables rondes avec le ministère, et en présence d'experts internationaux, ont été organisées.

Ces deux groupes semblent divisés au niveau idéologique et générationnel et ne participent pas aux projets l'un de l'autre. Étant donné que le groupe NPC n'a pas développé un programme fort capable d'amener des fonds autres qu'à travers le financement habituel, leur seule ressource financière, mis à part le financement initial d'*Al Mawred*, provient du ministère de la Culture. Bien que le groupe considère ce financement comme un grand accomplissement, il ne semble en réalité pas avoir la force d'entreprendre des projets ambitieux nécessitant de lever des fonds supplémentaires et permettant de concurrencer les résultats obtenus par le groupe soutenu par *Racines*.

### **Le cas de la Palestine**

Depuis qu'il a été fondé, début 2014, le groupe n'a pas été très actif, mais il a rejoint d'autres initiatives et est à l'origine de nombreux partenariats en Palestine destinés à sensibiliser à l'importance de la politique culturelle. Le groupe désirait également développer la recherche et la collecte de données concernant les politiques culturelles de différents territoires palestiniens. Ils collaboraient avec l'UNESCO pour former une équipe pour implémenter la convention de 2005. Ils ont recommandé à l'UNESCO de développer les statistiques nationales dans le domaine de la culture. Étant donné la création d'un réseau palestinien des organisations vouées aux arts de la scène (13 membres) soutenue par l'acteur culturel le plus important de Palestine, la fondation *Al Qattan*<sup>4</sup>, le groupe NPC compte développer des partenariats avec ceux-ci.

L'idée initiale était de développer des compétences au travers de formations, mais ce travail de "capacity building" a été abandonné. Ils se consacrent désormais plus à des actions de lobbying et de mobilisation : le projet de campagne de sensibilisation à la politique culturelle fait l'objet d'un examen pour un financement dans le cadre du programme Med Culture.

Le conflit armé qui fait toujours rage dans les territoires palestiniens rend le dialogue à propos des politiques culturelles et artistiques inopportun. Les autorités israéliennes empêchent de toute évidence une collaboration mutuelle d'artistes, d'organisations artistiques et de chercheurs palestiniens, étant donné la mobilité extrêmement réduite des habitants de Gaza. De plus, les problèmes d'instabilité politique du gouvernement palestinien empêchent toute planification et développement sur le long terme d'un plan d'action concret. Le GNPC a par exemple développé une collaboration avec l'ONG « Palestine tomorrow », qui lutte pour le développement durable. Le groupe NPC leur a présenté l'idée de la culture comme quatrième pilier du développement durable, mais les autorités palestiniennes ont dissolu cette ONG après des allégations de blanchiment d'argent. À chaque fois que le gouvernement et le ministère changent, le groupe NPC est mis en suspens, tout comme l'ensemble de la société civile. Un autre obstacle majeur au travail du groupe est le fait que la Palestine ne constitue plus une priorité régionale. Depuis que la guerre en Syrie a éclaté, la situation politique affecte les financements. La fondation Ford et bien d'autres se sont retirées de Palestine : celles qui sont restées se focalisent plutôt sur les problèmes humanitaires.

### **Le cas du Soudan**

Le noyau opérationnel du groupe NPC est le centre NABTA, basé au Caire, qui a bénéficié de fonds du programme Abarra en 2012. NABTA met en contact tous les intellectuels et artistes résidant au Caire<sup>5</sup>. Selon le NCPG, la politique culturelle est un concept nouveau pour les artistes et intellectuels soudanais, la majorité d'entre eux ne savent donc pas même

pas de quoi il s'agit. Afin de comprendre, au moins partiellement, les problèmes auxquels font face le GNPC, il est important de spécifier qu'il existe 300 tribus et cent langues au Soudan, la raison principale de conflit est donc la « culture ». C'est le choc des identités culturelles. L'arabisation et l'islamisation du pays constitue la question prioritaire de la politique culturelle officielle. Le groupe voit donc comme leur tâche première de lutter contre le racisme des politiques officielles. Le groupe se concentre sur les racines du problème : comment faire accepter cette diversité comme une valeur, comment la rendre durable, comment développer les politiques culturelles du Soudan. Il devrait revêtir la forme d'un projet national qui aborderait les questions de tolérance religieuse, de diversité de patrimoine, de patrimoine immatériel tribal, etc. Leur autre initiative principale est la campagne Arts vs. War<sup>6</sup> qui lutte contre les préjugés raciaux et pour l'acceptation de la diversité culturelle. Dans cette optique, le groupe a développé 7 activités dans le but de combattre la discrimination raciale, celles-ci se traduisent par des activités éducatives, des modifications législatives, des activités publiques et l'exploitation des médias, des pratiques artistiques « contre la guerre », etc. La campagne a été initiée par 4 designers, mais le groupe est en train de s'élargir et compte désormais des professionnels du théâtre et de la musique, ainsi qu'un réalisateur à l'origine d'une vidéo en musique pour la paix, vidéo qui se propage aujourd'hui grâce aux réseaux sociaux. Néanmoins, les organisations soudanaises ne peuvent pas recevoir de fonds étrangers. Les rapports réalisés n'étaient ni précis, ni authentiques. Les auteurs ne disposent pas d'une connaissance approfondie et la recherche n'est pas menée en profondeur. La culture locale n'était pas identifiable. Le groupe réalise qu'il doit s'élargir et collaborer avec d'autres groupes régionaux engagés dans des activités similaires, comme l'U40 Afrique et l'U40 Arabesque, mais également à travers l'UNESCO et d'autres organisations au Soudan pour mener des actions de lobbying et provoquer une réaction gouvernementale (au moins, les conventions de l'UNESCO ont été signées).

## Le cas de la Syrie

Étant donné que la majorité des intellectuels et artistes syriens sont aujourd'hui disséminés à travers le monde, il est très difficile de créer un groupe uniquement composé de ceux restés en Syrie, qui ne disposent pas des informations adéquates provenant d'autres pays, ou même de certaines régions de Syrie. Mon objection au document présenté (Ettijahat 2013) repose sur le fait qu'il ne prend pas en compte la situation actuelle et le conflit armé. Même l'affirmation sur laquelle se base ce document semble tout droit sortie d'un doux rêve: « Nous croyons que les mutations se déroulant pour le moment ne sont pas seulement des transformations politiques, mais relèvent au fond de questions de transformation culturelle. »

Il serait très important de reconsidérer la liste des priorités dérivée du questionnaire réalisé en 2012-2013, qui combine des actions culturelles locales dans les camps de réfugiés avec des initiatives de plus grande ampleur de défense des intérêts culturels, tels que « défendre la culture comme un droit de chaque citoyen syrien ». Le travail du Groupe de Travail devrait se baser sur ces neuf priorités, mais en coordination avec différentes organisations et acteurs à travers les pays clés où sont réfugiés les Syriens. Aussi important soit l'étude de l'expression créative et de la création culturelle en temps de guerre, il est encore plus essentiel d'identifier les problèmes urgents et concentrer tous les efforts dans le lobbying et la mobilisation pour le déploiement immédiat de solutions, telles que l'initiative *Save Palmira* du British Council Syria (désormais basé à Beyrouth).

Introduire la culture dans l'agenda international de la Syrie et proposer une image différente de la Syrie que celle habituellement véhiculée par les médias, c'est-à-dire un pays en guerre et souffrant d'instabilité politique d'un côté et considéré comme le fief de l'État islamique de l'autre, comptent parmi les problèmes majeurs. Des personnes qui faisaient entendre leur voix (Savah Wael 2012) au début de la révolution syrienne sont maintenant décédées, emprisonnées, en exil, en demande d'asile, rendues muettes par le régime, ou se sont retirées de la vie

publique.

## Le cas de la Tunisie

Afin de comprendre les divergences et les divisions, mais également les liens forts qui règnent dans le secteur culturel tunisien, il est important de reconsidérer le rôle de l'éducation artistique et de la formation à la médiation culturelle, très développées comparé à d'autres pays de la région. Lors de l'étude de faisabilité d'un programme régional de maîtrise ès arts, le groupe de recherche a identifié un réseau étendu d'universités en Tunisie<sup>7</sup> qui ont adopté différentes sortes de médiation artistiques et de formation à la politique culturelle. Malheureusement, il semble que beaucoup d'entre elles soient « socialement isolées » des réels acteurs du domaine culturel (objectivement, ils ne constituent pas des départements universitaires majeurs et la moyenne des étudiants provenant du secondaire est de 12), étant donné qu'aucun d'eux n'a été invité à participer au processus de création du groupe NPC. « Rester entre nous » afin de réduire le risque constituait cette fois, paradoxalement, une solution très risquée et n'a d'ailleurs pas permis aux objectifs d'être atteints.

La Tunisie est en mutation constante : 4 gouvernements en 4 ans. Après la révolution, le secteur culturel a traversé deux phases : une phase d'espoir et une phase de stagnation. Malheureusement, les GNPC ont débuté leur travail exactement lors de cette deuxième période (de novembre à décembre 2014), alors qu'à l'époque, c'était plutôt les projets du ministère qui se trouvaient au centre des attentions : la loi relative au parrainage et le statut des artistes. Il n'y a aucune réflexion en ce qui concerne la nécessité de créer des marchés culturels nationaux pour chaque domaine des arts et de développer des instruments et des mesures de politique culturelle pour soutenir l'émergence d'un marché culturel régional. Cependant, l'éducation artistique est plus aboutie en Tunisie que dans d'autres pays arabes et, chaque année, une nouvelle génération d'artistes pénètre le marché, lutte pour obtenir un espace de travail, de représentation, d'exposition. L'étude des politiques



culturelles devrait se faire en parallèle avec les autres pays arabes, étant donné qu'elle doit tenir compte d'analyses de coopérations, des échanges et du commerce au niveau culturel : d'un côté, le marché culturel (avec ses inégalités, ou la prédominance de certains pays dans des domaines spécifiques, comme l'Égypte pour le cinéma, etc.) et de l'autre, des festivals et événements publics pour lesquels les contacts et échanges systémiques sont insuffisants.

## Yémen

Le groupe a immédiatement débuté son travail et leur première publication date de septembre 2013, une brochure (en arabe) intitulée « Cadre général de la politique culturelle nationale », qui abordait les principaux résultats obtenus à suite à la *Conférence sur les politiques culturelles et le développement culturel* organisée du 6 au 8 mai 2013 par le ministère yéménite de la Culture. Une nouvelle politique culturelle a été élaborée lors de la conférence et le ministère a annoncé qu'ils approuvaient cette nouvelle proposition. Le groupe yéménite a à l'époque insisté sur cette conférence et les résultats qu'elle a produits, étant donné qu'il s'agissait d'un effort conjoint du ministère de la Culture et du groupe NPC, « avec la participation d'un large spectre de professionnels de la sphère culturelle gouvernementale et indépendante, avec pour objectif le développement d'une stratégie culturelle nationale en accord avec les mutations majeures que la société yéménite est en train de vivre, ainsi que durable pour le futur culturel du Yémen ». L'objectif principal du document était de convaincre le gouvernement de développer un cadre mieux défini de la politique culturelle. Ils ont adopté cette approche car ils estiment que presser le gouvernement à changer les articles constitutionnels relatifs à la culture constitue une première étape de la plus grande importance. Ils ont publiquement annoncé la création d'un groupe et ont informé de leurs activités à travers de nombreux médias populaires. C'est également un des seuls groupes NPC à avoir lancé une campagne médiatique pour le droit à la culture.

Bien que la situation politique semblait s'améliorer

au début du printemps arabe (jusqu'en septembre 2014), elle a complètement changé depuis que des milices armées se sont emparé de la capitale. Les conditions sont extrêmement difficiles dans des villes comme Taïz (considérée comme la capitale culturelle du Yémen) et à Aden (qui concentre les activités culturelles les plus importantes). Le pire reste à Sanaa, tombée aux mains des Houthis qui font preuve d'intolérance en ce qui concerne les arts (même les musiques traditionnelles de mariage). En réalité, la dernière réunion du groupe a eu lieu en avril 2014. Les organisations et administrations gouvernementales se sont effondrées, la guerre civile s'est étendue à toute la région et fait toujours rage aujourd'hui. Le ministère de la Culture, tout comme l'ensemble du secteur civil, est paralysé, ce qui a, selon Ammar, interrompu les activités du groupe.

1 Chair Unesco et Professeur à l'Université de Belgrade, membre du Conseil d'Orientation du Diplôme Européen en Administration de Projets Culturels

2 Middle East and North Africa, désigne une région comprenant les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord

3 L'université Hasan II va lancer son programme de maîtrise ès arts en politique et gestion culturelle pour les étudiants de la région. Celui-ci sera enseigné en anglais, avec l'aide de l'université allemande de Hildesheim, et devrait constituer une opportunité que beaucoup saisiront

4 Voir : <http://www.qattanfoundation.org/en/cap>

5 En réalité, tous les membres du groupe national de politique culturelle vivent actuellement en Égypte, certains en tant que réfugiés, d'autres comme « migrants économiques ». (Selon leurs propos, la majorité des intellectuels soudanais ont été obligés de quitter le Soudan. Il est évident qu'il n'y a aucune liberté d'expression dans le pays et de nombreux auteurs sont victimes de censure. La censure constitue un problème majeur au Soudan, étant donné que les manuscrits sont soumis à un contrôle avant et après impression. La peine minimum pour un auteur ou un journaliste qui enfreint la loi est de 5 ans

6 Voir : <https://www.youtube.com/watch?v=1ZJXOeRSEQI>

7 Voir: Al Mawred Feasibility Study to develop MA program in cultural policy and Management, <http://egypt.eunic-online.eu/?q=content/pan-arab-postgraduate-qualification-cultural-management-feasibility-study-eunic-egypt>)